

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Pièces relatives au porteur			
Relevé d'identité bancaire (RIB)	Tous		
Mandat de gestion	Pour les porteurs de projet confiant la gestion de leur demande d'aide à d'autres structures		
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous		
Copie d'une pièce d'identité	. Pour toutes personnes physiques . Pour l'associé du GAEC ayant délégation de signature . Pour le représentant légal pour les autres personnes morales et les groupements d'agriculteurs. . Pour au moins un associé vérifiant la condition d'âge pour les personnes morales (si le délégataire de signature GAEC ou le représentant légal ne satisfait pas cette condition d'âge).		
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents (MSA) ou attestation de vigilance+ attestation précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS pour les demandeurs individuels <i>En cas de difficulté pour l'obtention de la pièce avant la date de complétude du dossier, fournir le récépissé de la demande du document. Le document devra toutefois être fourni au moins 8 jours avant le comité de sélection.</i>	Tous		
Attestation souscription assurance (ATEXA) <i>(pour les personnes morales l'attestation d'un des associés/adhérent suffit)</i>	Tous (excepté pour les dirigeants de société sans associés cotisant à l'ATEXA, les structures de droit public et les associations)		
Document justifiant que le demandeur n'a pas fait valoir ses droits à la retraite. Uniquement si le service instructeur est dans l'incapacité de vérifier cette information	Personne en âge de départ à la retraite		
Extrait K-bis à jour ou Certification d'identification au Répertoire Nationale des entreprises et de leur établissements ou inscription au répertoire des métiers	Toutes personnes morales		
Tableau de associés ou adhérents rempli (cf. caractéristiques du demandeur selon la catégorie)	Toutes formes sociétaires et les groupements d'agriculteurs		
Exemplaire des statuts à jour	Tous excepté les personnes physiques, les collectivités et leurs groupements et établissements publics		
Accusé de réception de demande d'aide à l'installation (datant de moins de 4 ans)	Personnes physiques dans un parcours d'installation, non installés au dépôt de la demande		
Preuve de la représentation légale et preuve du pouvoir à demander l'aide si le signataire n'est pas le représentant légal	Personne morale (hors GAEC), groupements d'agriculteurs (dont CUMA), associations, fondations		
Autorisation délégation de signature	GAEC ou groupements sans statuts		
Tout document attestant de la qualité du demandeur, attestant du lien entre la personne morale et la personne physique et qui stipule que cette dernière est habilitée à engager l'entreprise	Personne morale		
Pièce valide au moment de la demande, portant délégation ou subdélégation de l'autorité responsable de la structure administrative (le demandeur)	Administration		
Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l'éligibilité si la demande est déposée par le GIEE)	GIEE		

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Récépissé de déclaration d'association en préfecture	Fondations et associations (dont GIEE sous forme associative)		
Liste des membres du bureau et du Conseil d'administration	Fondations et associations		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Associations, établissements d'enseignement agricole et de recherche, établissements de développement agricole, collectivités, GIEE et les groupes de projet du PEI sous forme associative		
Document comptable : bilan pour l'existant	Tous exceptés demandeurs publics		
Dernier budget voté + délibération ou PV de l'organe compétent	Collectivités		
Formulaire signé de confirmation du respect des règles de la commande publique	Demandeurs soumis à la commande publique		
Pièces relatives au projet			
Déclaration de fin de travaux	En cas de 2ème dépôt sur l'intervention au cours de la programmation 2023/2027 (ne concerne pas les porteurs autorisés à faire 2 dépôts par appel à projet. Cf arrêté)		
Autorisation du propriétaire	Si le demandeur n'est pas propriétaire des terrains (et/ou des bâtiments) et uniquement en cas de travaux, non soumis à l'obligation de permis de construire ou de déclaration préalable		
Arrêté de permis de construire ou de non opposition à la déclaration préalable de travaux. <i>En cas de difficulté de délai pour l'obtention de la pièce avant la date de complétude du dossier, fournir le récépissé de la demande du document. Le document devra toutefois être fourni au moins 8 jours avant le comité de sélection.</i>	Construction/travaux		
Plan de situation et plan de masse des travaux	Travaux		
Plan des aménagements intérieurs	Travaux		
Plan avant travaux et après travaux	Travaux de rénovation		
Conseil stratégique en amont des investissements (cf. liste des diagnostics éligibles dans les annexes de la notice)	En cas de montant d'investissement dépassant le seuil défini dans l'arrêté : projet stratégique		
Pièces comptables attestant que depuis 3 ans, plus de 50 % du chiffre d'affaires de l'atelier est réalisé par l'activité d'élevage	Filière équine : atelier existant depuis plus de 3 ans		
Pièces comptables attestant que depuis la création de l'atelier, plus de 50 % du chiffre d'affaires est réalisé par l'activité d'élevage Ou Étude économique d'installation attestant que plus de 50 % du chiffre d'affaires sera réalisé par l'activité d'élevage	Filière équine : atelier existant depuis moins de 3 ans		
Certificat de conformité concernant signe officiel de qualité et d'origine pour l'atelier animal concerné <i>En cas de création d'atelier ou d'exploitation, ce document pourra être fourni au plus tard au paiement</i>	Filière volaille ou porcine : atelier sous SIQO		
Justificatif de vente de la production en mode « plein air » (exemple : contrat de vente) <i>En cas de création d'atelier ou d'exploitation, ce document pourra être fourni au plus tard au paiement</i>	Filière volaille ou porcine : atelier conventionnel en élevage plein air		

Pièces	Type de demandeur concerné /Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Justificatifs de conformité aux cahiers des charges BEA retenus <i>En cas de création d'atelier ou d'exploitation, ce document pourra être fourni au plus tard au paiement</i>	Filière volaille ou porcine : atelier en conventionnel hors élevage en plein air		
Tout type de document justifiant cette localisation (plans cadastraux...etc.)	Si exploitation possédant des ilots ou des ouvrages de stockage situés dans une ZNV		
- Déclaration d'Intention de s'engager dans un projet d'accroissement des capacités de stockage (DIE) - Dérrogation de prolongation en préfecture	Exploitation possédant des ilots ou des ouvrages de stockage situés dans une ZNV ayant obtenu un délai supplémentaire pour mise en conformité		
ICPE : preuve de dépôt en ligne ou attestation officielle	Si installation soumise à la réglementation		
Expertises de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections animales (méthode Dixel) : - Avant-projet - Après projet	Tout projet d'investissement ayant un impact sur la gestion des effluents et/ou selon l'analyse de la situation vis-à-vis des normes effluent		
Devis de gestion des effluents permettant de justifier que l'exploitation sera aux normes après travaux	Tout projet d'investissement ayant un impact sur la gestion des effluents		
Justificatif de correction des anomalies	En cas de procès-verbal daté de moins de deux ans (environnement, sanitaire et bien-être animal)		
Attestation de réforme ou de revente du matériel Ou Attestation comptable d'amortissement du matériel	En cas de remplacement		
Attestation sur l'honneur production d'énergie renouvelable	Projet prévoyant l'installation de production d'énergie renouvelable (avec demande de subvention ou non)		
- Accord/Autorisation du détenteur de la voie (mairie, services du Département ou Direction départementale des routes) pour la réalisation d'un boviduc. (Cf. https://www.service-public.fr/professionnelsentreprises/vos_droits/R17000) - Convention d'utilisation du boviduc signé avec la collectivité (pérennité de l'équipement et de son utilisation pendant la durée de l'engagement). - Diagnostic d'autonomie alimentaire montrant la nécessité de l'équipement pour convertir une parcelle fauchée en parcelle pâturée à creuser, réalisé par la chambre ou des techniciens d'instituts techniques, peut être inclus dans les frais généraux et donc subventionnable	Volet bâtiment : investissement dans un boviduc		
Plan permettant de localiser l'ouvrage de stockage et son raccordement au bâtiment d'exploitation	Volet bâtiment : projet de stockage d'eau		
- Diagnostic global énergie-GES en agriculture (de moins d'un an) Ou à défaut provisoirement : - Attestation de réalisation de diagnostic global énergie GES en agriculture	Volet énergie : tous sauf dérogations prévues dans l'arrêté		
Étude de dimensionnement du projet	Volet énergie : projet de séchage solaire en grange		

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Pièces relatives aux dépenses prévisionnelles et au plan de financement			
Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté. <u>Fournir au minimum :</u> - 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 4 000 € HT - 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 4 000 € et 90 000 € HT - 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT Ou - les pièces du marché en cas de procédure formalisée Remarque : si la dépense peut être rattachée à un référentiel national des coûts, un seul devis suffit.	Tous		
Notification des aides attribuées, des éventuelles contributions privées	Si de telles ressources financent le projet		
Au plus tard à la première demande de paiement : pièces justificatives du(des) marché(s) publics	Pour tout demandeur soumis aux règles de la commande publique		
Pièces facultatives relatives aux critères de sélection			
Grille de sélection remplie	Tous		
Audit technico-économique ou étude spécifique liés à l'investissement de moins de 2 ans et fait par un organisme indépendant	Tous		
Accusé de réception complet de demande d'aide à la création d'un atelier diversification sur un appel à projet « diversification » ou à défaut preuve de la validation sous EURO-PAC de la demande d'aide diversification	Tous		
Pièces justificatives comptables ou contrat avec le fournisseur	Demandeur possédant déjà un atelier de diversification ou en cours de diversification de sources de revenus		
- Certificats de conformité concernant les signes officiels de qualité et d'origine (SIQO) pour l'atelier animal concerné ou plus généralement pour l'exploitation si celle-ci est concernée. - Ou preuve de démarche engagée concernant les signes officiels de qualité et d'origine (SIQO hors AB) pour l'atelier animal concerné ou plus généralement pour l'exploitation si celle-ci est concernée. Pour les groupements d'agriculteurs, tous les certificats SIQO ou preuve de démarche engagée (hors AB).	Tout atelier animal sous SIQO		
- Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 11 des Programme de développement rural (de Bourgogne ou de Franche Comté) ou du dispositif 70.01 du PSN. ou - Documents avalisés par la filière concernée Si la demande d'aide est déposée par une CUMA ou un autre type de groupement agricole, cette notification est à fournir pour chaque adhérent bénéficiant d'une aide conversion à l'agriculture biologique	Porteur de projet ayant reçu une aide à la conversion en agriculture biologique ou en conversion AB pour l'atelier concerné		
- Attestation du syndicat du produit agricole - Attestation d'engagement	Porteur de projet en conversion AB		
- Tout document probant de reprise d'exploitation (ex : Déclaration d'intention de cessation d'activité, dossier SAFER...) - Inscription au répertoire départ/installation	Exploitation avec repreneur qualifié		
Attestation du statut partenaire d'un groupe PEI dans le cadre de la mesure 16 du Programme de développement rural de Bourgogne ou dans le cadre du type d'intervention 77.01 du PSN	Actions collectives PEI : opération portée par l'un des partenaires		
- Certificat d'adhésion au GIEE - Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans le projet du GIEE	Actions collectives : opération portée par un GIEE ou l'un de ses adhérents		

Pièces	Type de demandeur concerné /Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Document justifiant que la surface en herbe (prairies permanentes + temporaires) > 50% SAU	Toute filière lait hors SIQO		
Audit bas carbone de niveau 2 datant de moins de 2 ans	Tout demandeur concerné		
Attestation d'adhésion à des pratiques agricoles exemplaires (groupe 30 000, DEPHY)	Tout demandeur concerné		
ARC de la demande d'aide ou notification de la décision d'aide	Demandeur ou bénéficiaire d'aides MAEC : . anciennement intitulé systèmes herbagers , polyculture-élevage, et herbivores. . nouvellement intitulé PRA2 et HBV		
Volet paysager du permis de construire ou de la déclaration préalable de travaux : DP4 ou PC4 des demandes d'urbanisme	Volet bâtiment uniquement : projet d'intégration paysagère		
Diagnostics BEA ou biosécurité pour l'atelier (Pour les groupements d'agriculteurs, tous les diagnostics des exploitations concernées)	Volet bâtiment uniquement : Tout atelier ayant réalisé un diagnostic BEA ou biosécurité		
Justificatifs de travaux finis depuis moins de 5 ans	Volet bâtiment uniquement : exploitation possédant déjà un stockage d'eau potable ou de fourrage destinés à l'alimentation du bétail		
- Tout justificatifs (factures, photos...) démontrant la réalité des travaux. Ces travaux doivent avoir été terminés depuis moins de 5 ans. - Plan de gestion du bocage	Volet bâtiment uniquement : exploitation déjà équipée de stockage de litière pour les animaux de l'exploitation		
- Tout document probants justifiant le caractère local du bois (ex : certificat de provenance du bois, attestation de transformation en Bourgogne Franche Comté ou dans un rayon de 100 km par rapport au siège de l'exploitation) - Devis détaillés - Fiche d'intégration paysagère renseignée par architecte (CAUE, conseil DDT, ou toute structure habilitée)	Volet bâtiment uniquement : Projet concerné par de la charpente bois ou du bardage		
Plan d'épandage	Volet effluent uniquement		
Pièce justifiant la déclaration	Volet effluent uniquement En cas de compostage de fumier		
Diagnostic énergie justifiant un gain d'énergie par unité de production par rapport à la situation initiale ou standard	Volet énergie uniquement : Équipement en rénovation ou nouvel équipement		
Diagnostic énergie	Volet énergie uniquement : rénovation dans le but d'optimiser et/ou économiser l'énergie ; aménagement de locaux et matériels		
Pièces relatives aux majorations, bonifications et sur-plafonds (facultative)			
<u>Si la demande d'aide est déposée par le jeune agriculteur, fournir :</u> - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement - Attestation CJA mentionnant la date d'installation <u>Si la demande d'aide est déposée par une forme sociétaire, fournir :</u> - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur. - Attestation CJA mentionnant la date d'installation pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur - AR demande d'aide à l'installation (datant de moins de 4 ans) pour tous les associés exploitants non installés sollicitant une aide à l'installation			

Pièces	Type de demandeur concerné /Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
<ul style="list-style-type: none"> - Attestation d'inscription MSA - Plan de professionnalisation personnalisé (PPP) Et/ou - Étude économique liée à l'installation 	Jeune agriculteur première installation sans aides à l'installation et nouvel agriculteur		
<ul style="list-style-type: none"> - Justificatifs de la capacité professionnelle agricole (CPA) : PPP + diplômes recevables, expérience professionnelles, attestation de reconnaissance de diplôme... - Ou dérogation préfectorale à la CPA (acquisition progressive) - Ou diplômes et/ou attestations d'expérience professionnelle requis dans l'arrêté 	Jeune agriculteur première installation sans aides à l'installation et nouvel agriculteur (se référer à la notice)		
Conseil stratégique en amont des investissements (cf. liste des diagnostics éligibles dans les annexes de la notice) de moins de 24 mois	Projet qualifié de « projet stratégique »		
Certificat AB de l'exploitation. Pour les groupements d'agriculteurs, tous les certificats AB des exploitations concernées	Exploitation bio		
Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans son projet	Actions collectives : projet porté par un GIEE		
<ul style="list-style-type: none"> - Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 16 PEI du Programme de développement rural de Bourgogne ou dans le cadre du type d'intervention 77.01 du PSN - Attestation de la structure porteuse du groupe opérationnel (PEI) justifiant que l'investissement s'inscrit dans le cadre du projet du groupe 	Actions collectives : opérations du PEI (mesure 16-du PDR ou du type d'intervention 77.01 du PSN).		

Tableau récapitulatif des délais de validité des pièces justificatives :

Critères concernés	Document	Délai de validité
Éligibilité du projet, bonification et sélection	Conseil stratégique (projet stratégique)	2 ans (à partir de la date du dépôt validé de la demande d'aide)
Sélection	Audit technico-économique ou étude spécifique liée à l'investissement	2 ans (à partir de la date du dépôt validé de la demande d'aide)
Éligibilité du projet, bonification	Plan d'entreprise (jeune agriculteur bénéficiaire de la DJA)	4 ans (à compter de la date d'installation)
Bonification	Étude économique à l'installation (jeune agriculteur sans DJA)	2 ans (à compter de la date d'installation)
Sélection	Audit bas carbone	2 ans (à partir de la date du dépôt validé de la demande d'aide)
Éligibilité du projet	Diagnostic énergie (éligibilité volet Energie)	1 an (à partir de la date du dépôt validé de la demande d'aide)
Éligibilité du porteur	Documents administratifs « à jour » (statuts, kbis, documents comptable, attestations d'assurance, etc.)	De l'année en cours (à partir de la date du dépôt validé de la demande d'aide) ou de l'année précédente si pièce non encore éditée par le service compétent
Éligibilité du porteur, éligibilité du projet, bonification, sélection	Pour tous les autres documents	La validité temporelle du document sera analysée par le service instructeur (document non « périmé »)